



Sénégal

Special Report

Enoch Randy Aikins

Last updated 17 October 2024 using IFs v7.84

Table of contents

Summary	3
Sénégal: Introduction	7
Sénégal: Chemin Actuel	8
Sénégal: Scénarios	
Relation entre les scénarios	
Scénario Démographie et Santé	
Scénario agricole	
Scénario éducation	
Scénario Manufacture/ Industrialisation	
Scénario de la ZLECAf	
Scénario infrastructure et le saut en avant	
Scénario de flux financiers	
Scénario de gouvernance	
Comparaison de Scénarios	16
Sénégal: Conclusion	26
Donors and Sponsors	29
Reuse our work	29
Cite this research	29



Cette page offre une analyse approfondie du présent développement et des projections sur future du Sénégal, en examinant divers scénarios sectoriels et leur impact potentiel sur la croissance économique. Elle explore les perspectives démographiques, économiques et infrastructurelles du Sénégal jusqu'en 2043. De plus, elle prend en considération les implications des objectifs de l'Agenda 2063, dans le but de fournir un aperçu des politiques potentielles susceptibles d'améliorer la trajectoire de développement du pays.

Pour en savoir plus sur la plateforme de modélisation International Futures que nous utilisons pour élaborer ces différents scénarios, veuillez consulter les informations disponibles ici: [A propos de ce site.](#)

Summary

Nous débutons cette page en fournissant une introduction sur le contexte du Sénégal, en examinant la répartition actuelle de sa population, ainsi que son climat et sa topographie. Le Sénégal est catégorisé comme un pays à revenu intermédiaire de la classe inférieure, situé en Afrique de l'Ouest et bordé à l'ouest par l'océan Atlantique, au nord par la Mauritanie, à l'est par le Mali et au sud par la Guinée et la Guinée-Bissau. Il est membre de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

Cette section est suivie d'une analyse des prévisions concernant la [trajectoire actuelle](#) de développement du Sénégal, éclairant ainsi la probable évolution du pays jusqu'en 2043.

Nous offrons également un aperçu du Plan Sénégal Emergent (PSE), qui définit la vision de développement à long terme du pays sur la période s'étendant de 2014 à 2035.

- [La population du Sénégal](#) a plus que doublé entre 1990 et 2019, passant de 7,5 millions de personnes à 16,3 millions. D'ici 2043, la population totale devrait encore doubler pour atteindre 28,2 millions selon la trajectoire actuelle.
- En tant que [quatrième économie](#) d'Afrique de l'Ouest, le PIB du Sénégal mesuré en taux de change du marché (MER) a presque triplé, passant de 9,2 milliards de dollars américains en 1990 à 29,4 milliards de dollars américains en 2019. Sur la trajectoire actuelle, le PIB du pays devrait plus que quadrupler pour atteindre 132 milliards de dollars d'ici 2043.
- [Le PIB par habitant](#) du pays, de 3 546 dollars américains en 2019, était inférieur de 89 % à la moyenne des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique. Sur la trajectoire actuelle, son PIB par habitant devrait atteindre 7 239 dollars américains d'ici 2043, ce qui sera 23 % inférieur à la moyenne de 8 902 dollars américains pour ses pairs du groupe de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique.
- En 2019, 57,3 % de la population sénégalaise vivait encore en dessous du [seuil d'extrême pauvreté](#) de 3,20 dollars par jour. Ce chiffre était inférieur à la moyenne des pays à revenu intermédiaire de la classe inférieure en Afrique. Cependant, d'ici 2043, le taux de pauvreté de 23,4 % sera d'environ 15 points de pourcentage supérieur à la moyenne des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique.

L'analyse procède ensuite à la comparaison des progrès sur la Voie Actuelle avec [huit scénarios sectoriels](#). Ceux-ci sont Démographie et Santé ; Agriculture ; Éducation ; Industrialisation ; la Zone de Libre-échange Continentale Africaine (ZLECAF) ; Grands Projets d'Infrastructure et Saut Technologique ; Flux Financiers ; et Gouvernance. Chaque scénario est étalonné pour présenter une aspiration ambitieuse mais raisonnable dans ce secteur.

- [Le scénario Démographie et santé](#) réduira le taux de mortalité infantile du Sénégal de 31,5 décès pour 1 000 naissances en 2019 à 7,8 décès d'ici 2043, soit près de 3,2 décès de moins que les prévisions de la trajectoire actuelle. En outre, le scénario porte le ratio population en âge de travailler/personnes à charge à 1,9. Ceci est supérieur à la prévision sur la trajectoire actuelle de 1,67 et à la moyenne de 1,7 pour ses pairs du groupe de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique.
- La production agricole annuelle au Sénégal augmentera de 19 % par rapport à la trajectoire actuelle pour atteindre 17 millions de tonnes dans [le scénario Agriculture](#) d'ici 2043. En conséquence, l'importation nette de cultures devrait atteindre 34 % dans le scénario, soit 10 points de pourcentage de moins que la moyenne projetée sur la trajectoire actuelle de 44 %.
- En 2019, la durée moyenne de scolarité atteinte par les adultes âgés de 15 à 24 ans au Sénégal était de 5,5

années. Celle-ci était bien inférieure à la moyenne de 8,8 ans pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure du continent. Dans le [scénario Éducation](#), la durée moyenne de scolarité des adultes au Sénégal augmentera de 0,7 an de plus que la trajectoire actuelle prévue, pour atteindre 7,7 ans d'ici 2043. Le scénario augmente encore les résultats moyens aux tests des élèves du primaire et du secondaire.

- Le Sénégal réalise des progrès substantiels en matière d'industrialisation dans le [scénario Industrialisation](#), de sorte que d'ici 2043, la part du secteur manufacturier dans le PIB est d'environ 27,2 % (41,1 milliards de dollars américains), soit environ 3,4 points de pourcentage du PIB au-dessus des prévisions sur la trajectoire actuelle.
- Dans le [scénario Zone de libre-échange continentale africaine \(ZLECAf\)](#), la somme des exportations et des importations du Sénégal en pourcentage du PIB sera d'environ 19 points de pourcentage au-dessus de la trajectoire actuelle pour atteindre 77,2 % d'ici 2043. D'ici 2043, le déficit commercial du Sénégal dans la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) représentera environ 10,2 % du PIB, alors que, la même année, le scénario de la ZLECAf atténuerait cette situation, conduisant à un déficit légèrement inférieur de 9,2 % du PIB.
- Sur la base du [scénario Grandes Infrastructures](#), il est projeté que 96,7 % des Sénégalais auront accès à l'électricité d'ici 2043, contre 89,4 % dans la prévision sur la trajectoire actuelle. En conséquence, 86 % des ménages sénégalais devraient utiliser des foyers modernes pour cuisiner dans le scénario par rapport aux prévisions de la trajectoire actuelle d'ici 2043.
- Les recettes publiques devraient atteindre 34,8 milliards de dollars américains en 2043, ce qui représente 25,2 % du PIB dans le [scénario Flux financiers](#). Par rapport à la trajectoire actuelle, ce scénario pourrait améliorer les recettes publiques du Sénégal de près de 1,9 milliard de dollars supplémentaires d'ici 2043.
- Dans le [scénario Gouvernance](#), le score du Sénégal sur l'indice de sécurité de la gouvernance sera d'environ 3,1 % supérieur à la trajectoire actuelle. En outre, les scores de capacité et d'inclusion du pays représenteront respectivement une amélioration de 10,6 % et de 12,8 %, au-dessus de la trajectoire actuelle prévue d'ici 2043.

Dans la troisième section, nous comparons l'impact de chacun de ces huit scénarios sectoriels les uns avec les autres, puis avec un scénario [combiné Agenda 2063](#) (l'effet intégré de tous les huit scénarios).

Dans nos prévisions, nous mesurons les progrès sur diverses dimensions telles que la taille de l'économie (en taux de change du marché), le produit intérieur brut par habitant (en parité de pouvoir d'achat), l'extrême pauvreté, les émissions de carbone, les changements dans la structure de l'économie, et des dimensions sectorielles sélectionnées telles que les progrès en matière d'années moyennes de scolarité, d'espérance de vie, le coefficient de Gini ou les réductions des taux de mortalité.

- D'ici 2043, le PIB par habitant du Sénégal connaîtra des améliorations significatives selon divers scénarios. Le scénario ZLECAf aura le plus grand impact sur le PIB par habitant, démontrant les avantages potentiels de l'adoption du commerce intra-africain. Viennent ensuite les scénarios Industrialisation et de gouvernance, respectivement. Le scénario Industrialisation présente le plus grand potentiel de réduction de l'extrême pauvreté au Sénégal, suivi par les scénarios Gouvernance et Démographie et Santé.
- Le PIB du Sénégal devrait atteindre 245,6 milliards de dollars dans le scénario combiné Agenda2063. Cette augmentation de 86 % équivaut à 113,7 milliards de dollars supplémentaires par rapport aux prévisions de la trajectoire actuelle. De même, dans le scénario combiné Agenda2063, le [PIB par habitant du Sénégal](#) devrait augmenter à 12 502 dollars américains d'ici 2043, soit 73 % de plus que les prévisions de la trajectoire actuelle.
- D'ici 2043, le secteur des services sera toujours le plus grand contributeur au PIB avec 63,4 %, suivi du secteur

manufacturier avec une 23,5 %. La part du secteur agricole diminue à 3,5 % dans le scénario combiné 'Agenda 2063.

- Dans le scénario combiné Agenda 2063, le nombre et la proportion de pauvres au Sénégal diminuent considérablement. D'ici 2043, environ 863 000 personnes dans le pays, soit 3,2 % de la population, vivront dans **l'extrême pauvreté**, ce qui signifie que 5,6 millions de personnes supplémentaires pourraient sortir de la pauvreté d'ici 2043 dans ce scénario.
- Les inégalités au Sénégal seront légèrement inférieures dans le scénario de combiné Agenda 2063 que sur la trajectoire actuelle(scénario de base), avec **un coefficient de Gini** de 0,34 d'ici 2043 au lieu de 0,38 selon les prévisions sur la trajectoire actuelle.
- **Les émissions totales de carbone** du Sénégal atteindront 19 millions de tonnes dans le scénario combiné. C'est 46,2 % de plus que ce qui est estimé sur la trajectoire actuelle pour la même année.
- Le scénario combiné Agenda 2063 montre une augmentation de **la demande énergétique**, créant un déficit énergétique plus important, les énergies renouvelables devenant la source d'énergie dominante, dépassant le pétrole et le gaz.

Nous terminons cette page avec une **conclusion** récapitulative offrant des recommandations clés pour la prise de décision. Le Sénégal fait face à des défis importants tels que la dépendance économique à des secteurs limités, des taux élevés de pauvreté, la gouvernance et les infrastructures, ce qui ralentit sa croissance et son progrès. Des interventions ciblées dans les secteurs de l'éducation, manufacturier et de la gouvernance pourraient considérablement améliorer les performances économiques et réduire la pauvreté. Les opportunités de croissance durable incluent l'exploitation du dividende démographique, l'intégration régionale, les gisements minéraux, le pétrole, le gaz et les énergies renouvelables, les avancées technologiques et la transformation agricole, ce qui suggère qu'une stratégie de développement intégré pourrait s'aligner avec l'Agenda 2063 et entraîner un progrès national significatif.

Sénégal: Introduction

Graphique 1 : Carte politique du Sénégal



Le Sénégal est un pays plat situé dans la dépression connue sous le nom de bassin **Sénégal-Mauritanie**. Il possède un climat tropical sec avec deux saisons : une saison sèche de novembre à juin et une saison des pluies de juillet à **octobre**. Le pays abrite également d'importants gisements de minéraux, notamment de l'or, du phosphate, du fer, de l'uranium, du lithium, de l'étain et du molybdène.

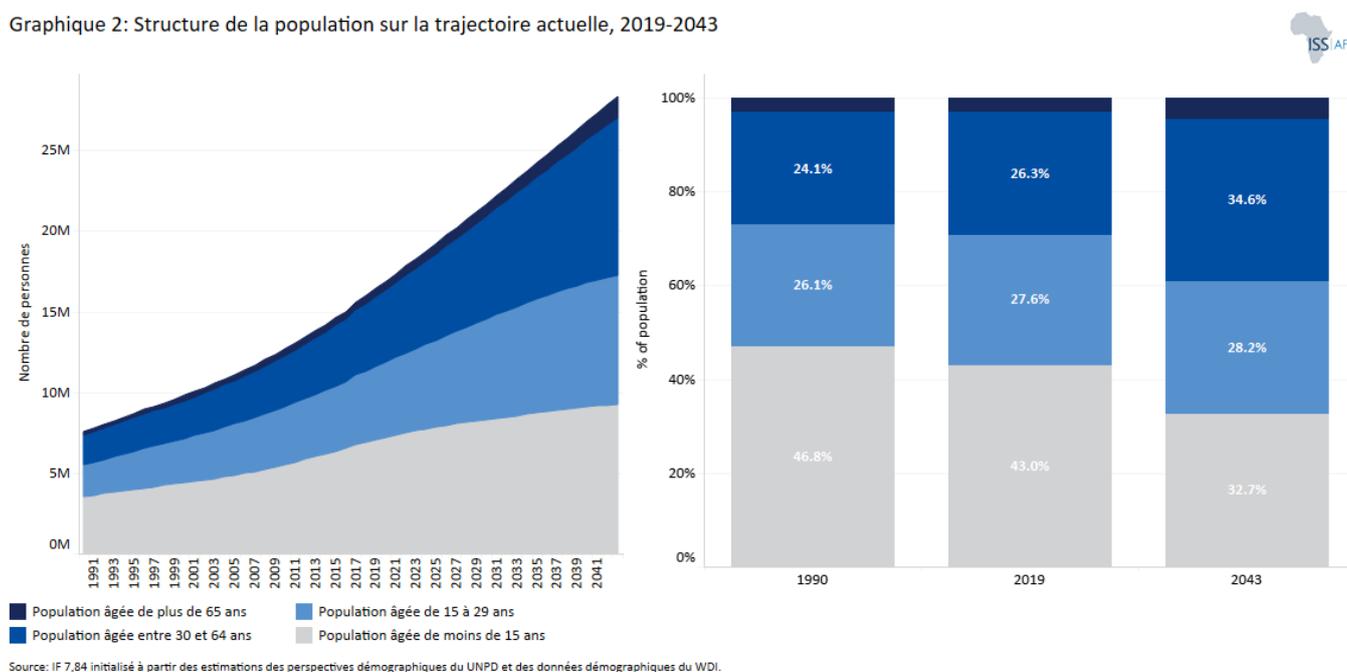
En 1958, l'électorat sénégalais vote en faveur de l'adhésion à la Communauté française et le **Sénégal** devient un État indépendant au sein de la Communauté française en 1960. Le Parti socialiste sénégalais (PSS), fondé par le premier président du pays, Léopold Senghor, a ensuite dirigé le pays pendant 40 ans. Le Sénégal a connu un régime à parti unique jusqu'en 1976, date à laquelle l'État a autorisé l'existence de trois partis politiques. Le Parti démocratique sénégalais (PDS) est alors devenu le principal parti d'opposition. Le président Senghor a dirigé le pays pendant deux décennies jusqu'à sa démission volontaire en 1980, qui a conduit à la libéralisation complète du système de partis politiques au Sénégal[x]. Il a été remplacé par le président Abdou Diouf, également membre du PSS, qui a dirigé le pays pendant encore deux **décennies**.

L'année 2000 a marqué un tournant important dans l'histoire politique du **Sénégal**. La transition politique pacifique entre le président sortant Diouf et Abdoulaye Wade, leader de longue date du PDS, le parti d'opposition, a consolidé la démocratie du pays et l'a positionné comme un brillant exemple dans la région de l'Afrique de l'Ouest. En 2008, Macky Sall, qui était Premier ministre de l'administration du président Wade (2004 à 2007), a été démis de ses fonctions après avoir

créé son propre parti politique, l'Alliance pour la République (APR). Il a ensuite battu le président Wade aux élections présidentielles de 2012, conduisant ainsi à une nouvelle transition politique pacifique et mettant fin au règne de 12 ans du **président Wade**. En 2019, le mandat du président Sall a été renouvelé pour 5 ans avec un score de 58 % des voix au premier tour **des élections**.

Sénégal: Chemin Actuel

Graphique 2: Structure de la population sur la trajectoire actuelle, 2019-2043



Le graphique 2 présente la structure par âge de la population jusqu'en 2043 (prévisions selon la trajectoire actuelle).

La population du Sénégal a plus que doublé, passant de 7,5 millions d'habitants en 1990 à 16,3 millions en 2019. Cela fait du Sénégal le septième pays le plus peuplé d'Afrique de l'Ouest et le 23^e d'Afrique. En 2019, son taux de croissance démographique de 2,7 % (en baisse par rapport au niveau de 3 % en 1990) était le huitième d'Afrique de l'Ouest et le 17^e taux de croissance démographique le plus élevé d'Afrique.

Le taux de fécondité au Sénégal est passé de 6,5 naissances par femme en 1990 à 4,6 naissances par femme en 2019, ce qui était légèrement supérieur à la moyenne des pays africains à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (de 4,3 naissances par femmes). En raison de ce taux élevé, la population compte une forte proportion de jeunes, comme c'est le cas dans la plupart des pays africains à revenu faible ou intermédiaire. En 2019, 43,7 % de la population sénégalaise était âgée de moins de 15 ans, tandis que 55 % appartenaient à la tranche d'âge des 15 à 64 ans (en âge de travailler) et 3,1 % étaient âgés de plus de 65 ans. Une comparaison avec les données de 1990 révèle que la structure de la population du Sénégal n'a pas fondamentalement changé au cours des trois dernières décennies, probablement en raison du taux de fécondité élevé associé à de mauvais résultats en matière de santé.

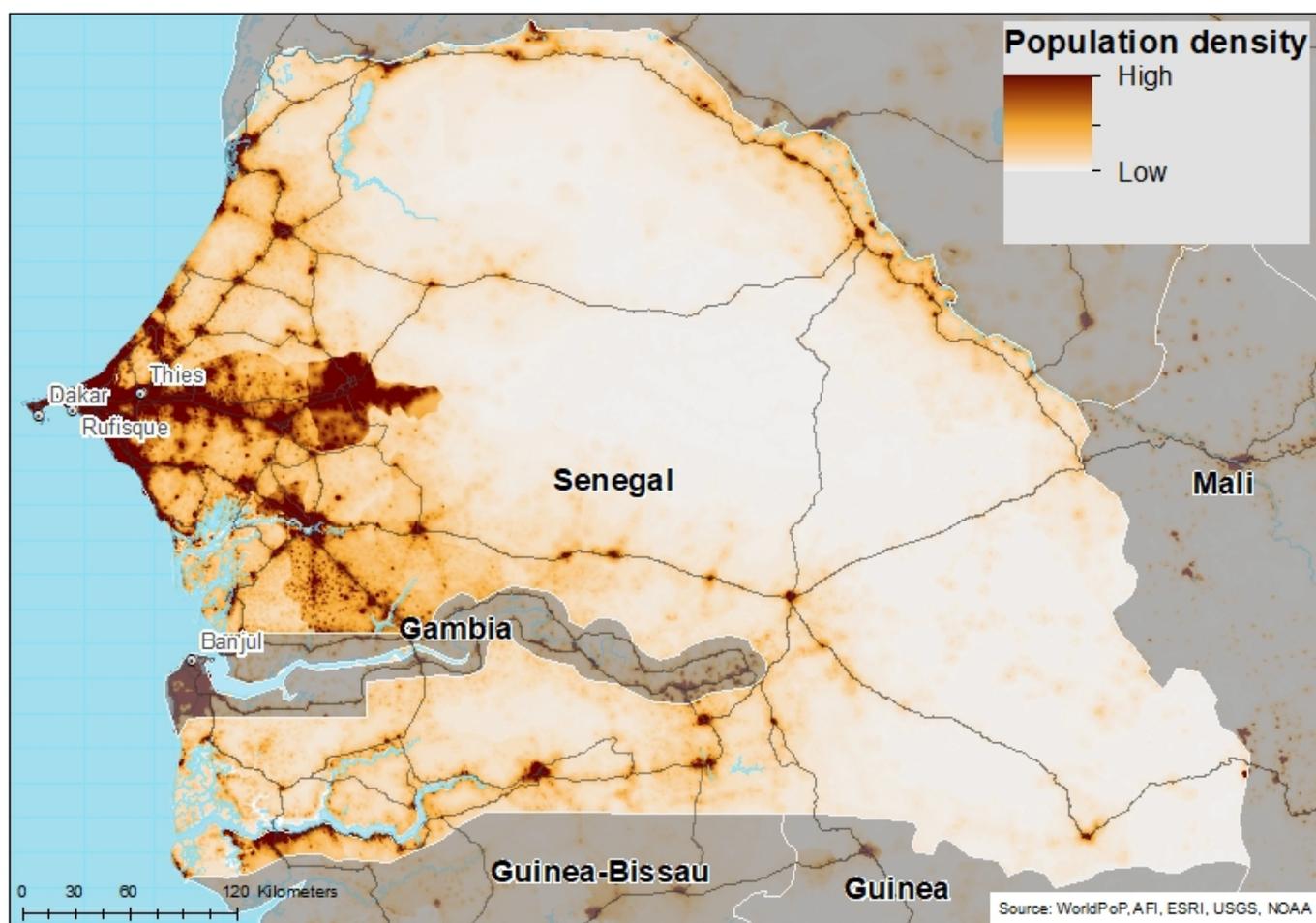
L'explosion démographique de la jeunesse (le rapport entre la population âgée de 15 à 29 ans et la population adulte totale) au Sénégal s'élevait à environ 47,8 % en 2019—un chiffre en légère baisse par rapport au niveau de 49 % en 1990, mais supérieur à la moyenne de 46 % en Afrique et de 47 % en Afrique de l'Ouest. L'âge médian au Sénégal en 2019 était de 18,2 ans, soit une augmentation par rapport à l'âge médian de 16,3 ans enregistré en 1990. Ce chiffre se situe au-dessus de la moyenne de 18 ans en Afrique de l'Ouest, mais en dessous de l'âge médian de 19,7 ans en Afrique. Le

groupe de personnes en âge de travailler, qui représente la plus grande part de la population, associé à la population jeune, peut constituer une source potentielle de croissance, à condition que la main-d'œuvre soit bien formée et qu'un nombre suffisant d'emplois soient créés.

Cependant, ce taux de croissance impressionnant au fil des ans n'a pas généré le nombre d'emplois nécessaire pour absorber la hausse de la main-d'œuvre dans le pays. Ainsi, la demande d'emploi est deux fois plus importante que l'offre, car la population jeune et en croissance rapide continue d'exercer une pression sur ce secteur. Le chômage est élevé chez les femmes et les jeunes, avec un taux estimé à environ 22 % et 16 %, respectivement. Cela s'explique en partie par un déficit de compétences sur le marché du travail dû à une formation qui ne correspond généralement pas aux exigences du marché du travail.

Le taux de croissance démographique du Sénégal devrait tomber à 1,8 % d'ici 2043, et la population totale devrait atteindre 28,2 millions de personnes d'ici 2043 selon la trajectoire actuelle. D'ici là, l'âge médian devrait atteindre près de 24 ans et la proportion de jeunes devrait chuter à 42 %. La proportion de personnes de moins de 15 ans diminuera à 32,7 %, tandis que la part de la population active et de la population âgée de 65 ans et plus augmentera respectivement à 62,8 % et 4,5 % d'ici 2043. Une croissance démographique aussi rapide entrave le développement et condamne le Sénégal à des améliorations très modestes des revenus moyens, compte tenu des exigences imposées au fisc pour répondre aux besoins de la population en croissance rapide.

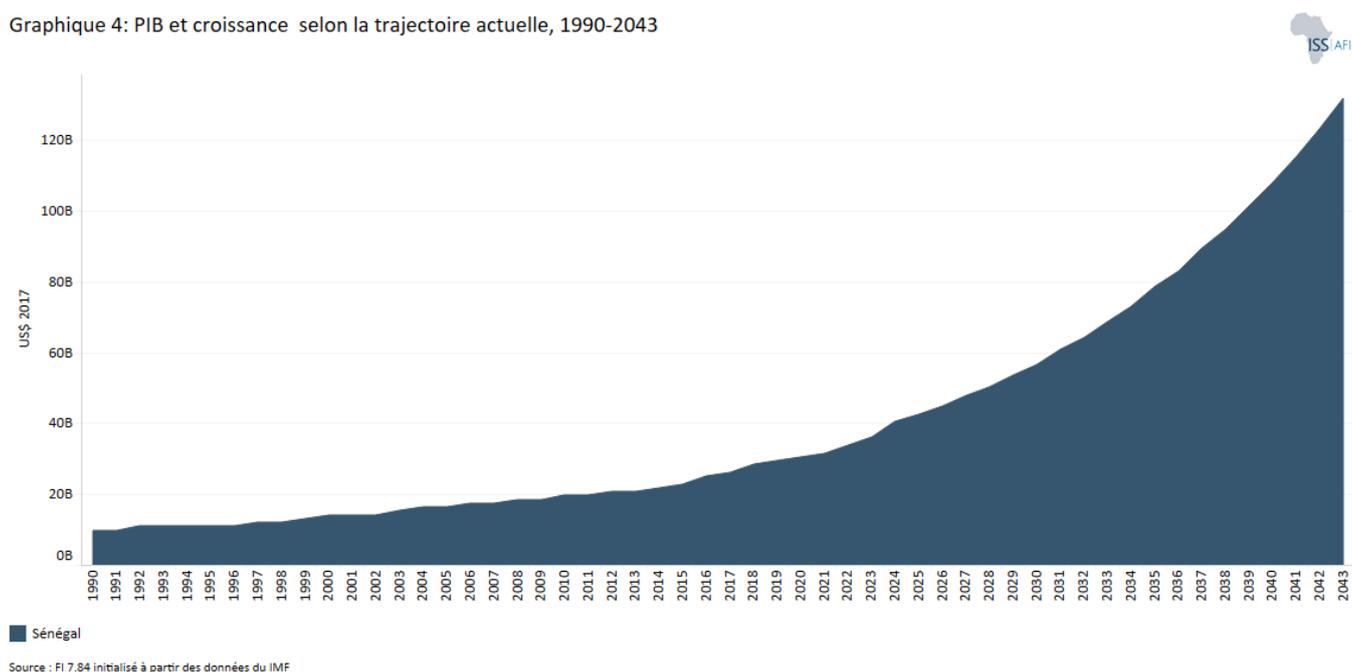
Graphique 3 : Carte de répartition de la population, 2022



Le graphique 3 présente une carte de densité de population.

Le Sénégal possède un climat relativement sec et son littoral longe l’océan Atlantique, à l’extrême ouest du Sahel. Il s’agissait en 2019 du huitième pays le plus densément peuplé d’Afrique de l’Ouest et du dix-neuvième pays le plus densément peuplé d’Afrique. Sa densité de population estimée à 0,83 personne par hectare en 2019 était supérieure à la moyenne africaine, qui s’établit à 0,44 personne par hectare. La ville portuaire de Dakar, sur l’océan Atlantique, présente une superficie totale réduite de 83 km² pour une population supérieure à un million d’habitants, soit plus de 25 % de la population totale du Sénégal. Dakar est la seule ville sénégalaise de plus d’un million d’habitants, suivie de Touba avec une population d’environ 800 000 personnes. Parmi les autres villes densément peuplées figurent Pikine et Thiès. Les autres régions sont peu peuplées, la plupart des villes comptant moins de 300 000 habitants. Par exemple, la densité de population dans la région de Tambacounda n’est que de onze habitants au kilomètre carré. Parmi les autres zones peu peuplées, l’on peut citer Matam, Kédougou, Pout, Sali et Sebikotane[x]. La densité de population du Sénégal devrait atteindre 1,5 personne par hectare d’ici 2043, ce qui est presque comparable à la moyenne prévue en Afrique de l’Ouest

Graphique 4: PIB et croissance selon la trajectoire actuelle, 1990-2043



Le graphique 4 présente la taille de l’économie du Sénégal depuis 1990 avec son évolution prévue jusqu’en 2043, y compris le taux de croissance associé.

L’économie sénégalaise tourne traditionnellement autour d’une seule culture de rente, à savoir l’arachide. Cela rend l’économie vulnérable aux fluctuations des prix internationaux des matières premières et aux chocs externes. Cependant, le gouvernement s’est efforcé de diversifier à la fois les cultures commerciales et l’agriculture de subsistance en soutenant le développement de produits tels que le coton et la canne à sucre et en promouvant les secteurs non agricoles. La pêche, les phosphates et le tourisme sont devenus des sources majeures de devises depuis le début du XXI^e siècle.

En 2019, l’économie sénégalaise était la quatrième d’Afrique de l’Ouest après le Nigeria, la Côte d’Ivoire et le Ghana, et la treizième parmi les 23 pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique. Son PIB mesuré aux taux de change du marché (TCM) a presque triplé, passant de 9,2 milliards de dollars en 1990 à 29,4 milliards de dollars en 2019. Le taux de croissance moyen du PIB au cours de cette période est estimé à 3,7 % par an, soit un taux inférieur à la moyenne de 3,9 % pour les pays à revenu intermédiaire en Afrique. L’économie du pays a connu une forte croissance ces dernières années. Entre 2014 et 2018, elle a progressé de plus de 6 % par an—une performance historique occasionnée par la mise en œuvre du Plan Sénégal émergent (PSE) lancé en 2014. Cet exploit remarquable peut être attribué aux diverses réformes structurelles dans le secteur agricole et industriel lancées grâce au PSE.

Comme dans de nombreux pays, ces fortes perspectives de croissance économique ont été tronquées par la pandémie de COVID-19 en 2020. Les mesures et protocoles restrictifs institués pour contrôler le virus ont réduit les activités économiques, entraînant une contraction du PIB de 1,3 % en 2020 – soit la plus forte baisse depuis une décennie. L'économie s'est rapidement redressée, avec une croissance de 6,5 % en 2021, mais a chuté à 4,2 % en 2022. Le ralentissement de 2022 est imputable à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui a aggravé les dommages infligés à l'économie par la pandémie de COVID-19, en particulier sur les prix des matières premières. Cette conjoncture a entraîné une dégradation des termes de l'échange et une hausse de l'inflation, des déficits budgétaires et de l'encours de la dette. L'inflation annuelle a atteint en 2022 un sommet inédit depuis plusieurs décennies de 14,1 %, principalement en raison de la forte inflation des produits alimentaires, qui représentent près de la moitié du panier de l'indice des prix à la consommation et ont augmenté de 15 % en 2022.

Des dépenses publiques considérables, notamment les subventions aux carburants et à l'électricité, associées à une augmentation de 20 % des salaires du secteur public, ont conduit à un important déficit budgétaire et à une dette publique largement financée par des emprunts extérieurs. Le ratio dette/PIB du pays est passé de 28,5 % à 63,9 % entre 2010 à 2019 et a atteint 69,1 % en 2020 du fait des dépenses liées au COVID-19. Fin 2022, la dette publique totale était estimée à environ 75,2 % du PIB, au-dessus du seuil de viabilité de la dette de 70 % pour les économies émergentes.

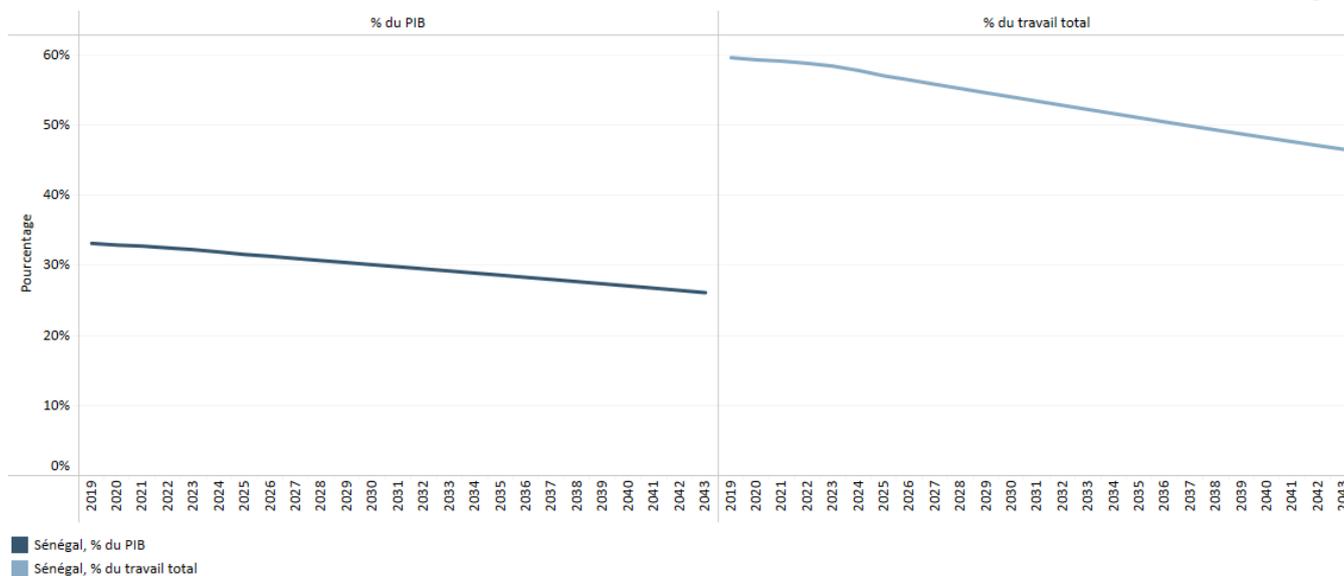
Les principaux défis structurels auxquels le pays est confronté comprennent les aléas climatiques (sécheresses, inondations, élévation du niveau de la mer et érosion côtière), la fluctuation des prix des matières premières, un déficit commercial et courant élevé, un important déficit budgétaire et une dette croissante associée. La faible productivité et le niveau élevé d'activités informelles entravent la transformation structurelle de l'économie sénégalaise. L'instabilité politique et l'insécurité grandissante en Afrique de l'Ouest menacent également la paix, la stabilité et le développement à long terme du Sénégal.

Le gouvernement est désormais confronté à la lourde tâche d'atténuer l'impact socioéconomique de la pandémie de COVID-19, de promouvoir une croissance durable et inclusive et de traduire ces acquis en réduction de la pauvreté et des inégalités, tout en répondant à ses besoins de développement à long terme et en garantissant la viabilité de la dette. Avec l'assouplissement des restrictions liées au COVID-19 et le soutien des donateurs, l'économie devrait rebondir car le Sénégal dispose toujours d'un fort potentiel de croissance. Le pays fait face à un avenir optimiste avec une croissance économique qui devrait rebondir à 5,3 % en 2023, ce qui en ferait l'une des économies les plus dynamiques d'Afrique subsaharienne. Cette forte croissance économique sera stimulée par l'émergence de l'exploration pétrolière et gazière, qui a été retardée par la pandémie de COVID-19. Selon les prévisions, la croissance économique devrait s'accélérer pour atteindre 10,6 % en 2024 et 7,4 % en 2025, principalement grâce à la production de pétrole et de gaz. Cet essor sera toutefois de courte durée[x].

Dans le cadre des mesures d'assainissement budgétaire, le gouvernement a adopté une feuille de route visant à échelonner les subventions énergétiques d'ici 2025 et à abandonner les financements non concessionnels au profit d'un financement plus national sur le marché régional. Le pays a également signé un accord de financement de 36 mois avec le Fonds monétaire international (FMI) d'une valeur de 1,5 million de dollars reposant sur trois piliers principaux : 1) consolidation budgétaire et réduction de la dette, 2) amélioration de la gouvernance du secteur public et lutte contre le blanchiment d'argent et 3) promotion d'une croissance inclusive tirée par le secteur privé.

Selon la trajectoire actuelle, le PIB du Sénégal devrait plus que quadrupler pour atteindre 132 milliards de dollars d'ici 2043. Cette augmentation du PIB reflète la forte croissance économique attendue au cours des 24 prochaines années.

Graphique 5: Taille de l'économie informelle en pourcentage du PIB et en pourcentage de la main d'œuvre totale (non agricole), 2019-2043..



Source: IFs 7.84 initialisant à partir des données d'Elgin et Oztunali (2008) et de Schneider et Enste (2012).

Le graphique 5 présente la taille de l'économie informelle en pourcentage du PIB, ainsi que le pourcentage de la main-d'œuvre non agricole totale participant à cette économie. Voir également le graphique 33 qui présente l'impact du scénario combiné sur le secteur informel.

Les estimations et les données sur le secteur informel sont souvent peu fiables et doivent être traitées avec prudence. Les chercheurs font généralement la distinction entre l'économie souterraine et l'économie informelle. Selon l'OIT : « L'économie informelle se réfère à toutes les activités économiques exercées par des travailleurs et des unités économiques qui – en vertu de la législation ou de la pratique – ne sont pas couvertes ou pas insuffisamment couvertes par des dispositions formelles. » Lorsque les données ne sont pas disponibles, la plateforme IFs réalise une estimation. Il convient de noter que la définition de l'emploi dans l'économie informelle établie par l'OIT exclut le secteur agricole.

Comme dans la plupart des pays africains, le secteur informel est une bouée de sauvetage pour de nombreuses personnes au Sénégal. Selon un rapport de l'OIT de 2020, neuf travailleurs sur dix au Sénégal occupent un emploi informel et 97 % des chaînes de valeur économiques non agricoles opèrent dans l'économie informelle. Un rapport plus récent de l'OIT de 2022 le confirme, indiquant que 96 % de la population économiquement active se trouve dans le secteur informel. L'économie informelle se compose principalement de travailleurs journaliers. Beaucoup n'ont pas de contrat et ne bénéficient d'aucune forme de filet de protection sociale.

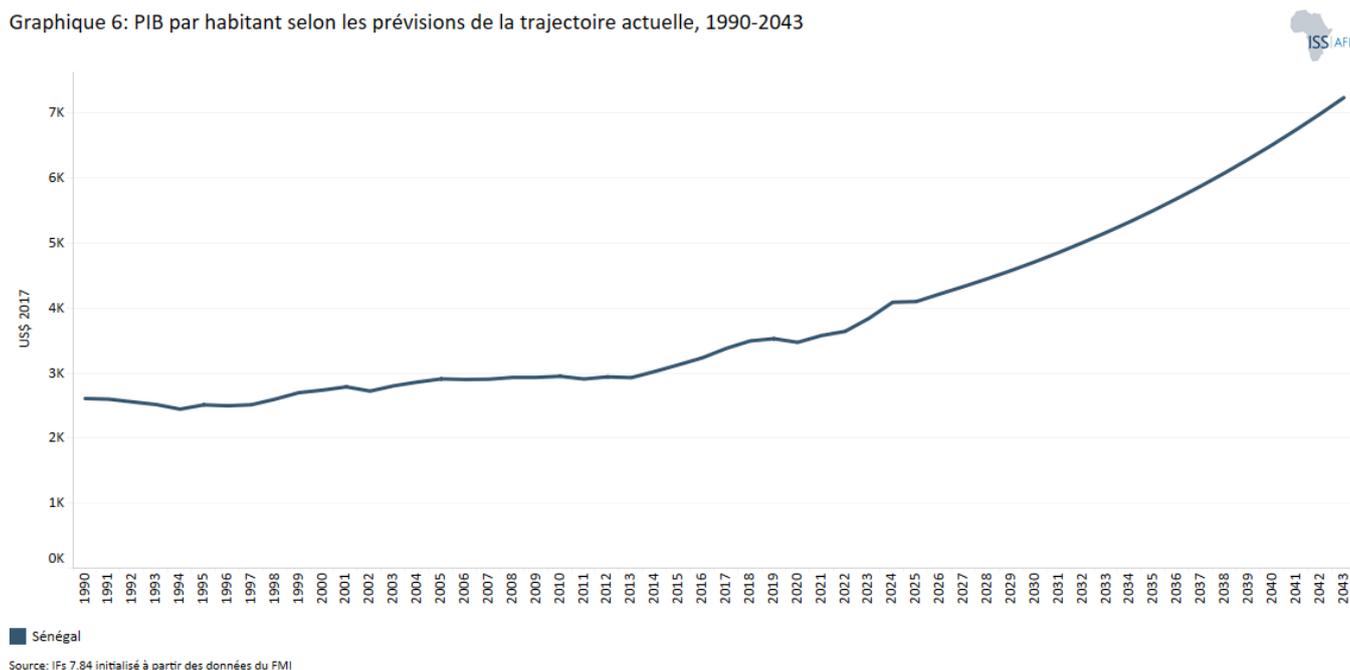
L'économie informelle au Sénégal est également dominée par les femmes, notamment dans la capitale, Dakar. Les groupes de travailleurs du secteur informel comprennent les travailleurs domestiques, les commerçants des marchés, les travailleurs à domicile, les vendeurs ambulants, les ramasseurs de déchets et les travailleurs des transports. Rien qu'à Dakar, ces six groupes constituent 77 % des emplois^[4].

En 2019, le secteur informel au Sénégal représentait environ 33 % du PIB, soit plus que la moyenne de 29,5 % pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique. Parmi les 23 pays africains à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, le Sénégal possède le neuvième secteur informel en importance, ce qui suggère qu'il parvient moins bien à formaliser son économie que la moyenne des autres pays africains du même groupe de revenu. Le secteur informel devrait diminuer légèrement pour atteindre 26,1 % du PIB d'ici 2043, soit un recul de près de sept points de pourcentage sur une période de 24 ans. Cette réduction projetée de la taille de l'économie informelle est de bon augure pour les

recettes publiques. Au cours de la période de prévision, le Sénégal affichera des résultats relativement médiocres par rapport à ses pairs à revenu intermédiaire inférieur, même s'il finira par combler l'écart. En 2043, le Sénégal aura le dixième plus grand secteur informel parmi les pays africains à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

Bien que l'économie informelle fournisse un filet de sécurité à une population nombreuse et croissante en âge de travailler dans le pays, elle entrave la croissance économique. La réduction de l'informalité permettra à davantage de personnes de bénéficier de meilleurs salaires et de mesures redistributives. Les autorités doivent donc prendre des mesures pour diminuer la taille de l'économie informelle en réduisant les obstacles à l'enregistrement d'une entreprise, en luttant contre la corruption et en améliorant l'accès au financement.

Graphique 6: PIB par habitant selon les prévisions de la trajectoire actuelle, 1990-2043

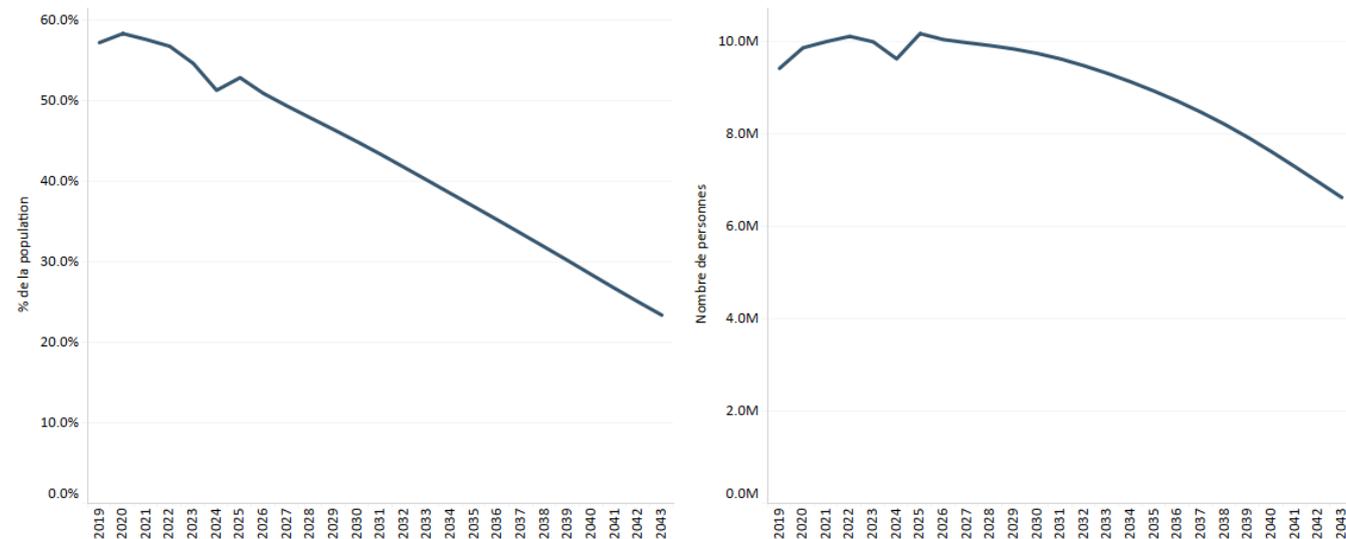


Le graphique 6 présente le PIB moyen par habitant depuis 1990 et les prévisions selon la trajectoire actuelle jusqu'en 2043.

Malgré ses limites, le PIB par habitant permet généralement de mesurer le niveau de vie et constitue l'indicateur le plus largement utilisé et accepté pour comparer le bien-être entre les pays. En parité de pouvoir d'achat (PPA), le PIB par habitant du Sénégal, de 3 546 dollars en 2019, est le septième plus faible PIB par habitant parmi les 23 pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique et s'avère 89 % inférieur à la moyenne de 6 708 dollars pour les pays africains à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Ce chiffre représente une amélioration de 36 % par rapport aux 2 609 dollars enregistrés en 1990. La hausse du PIB par habitant au cours de ces années est principalement due au taux de croissance économique moyen de 3,7 % qui dépasse le taux de croissance démographique moyen sur la période.

Selon la trajectoire actuelle, le Sénégal connaîtra une amélioration considérable de son PIB par habitant due à la forte croissance économique prévue. D'ici 2043, son PIB par habitant devrait plus que doubler pour atteindre 7 239 dollars, ce qui le positionnerait au 12^e rang parmi les pays africains à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, soit cinq places au-dessus de son classement de 2019. À ce rythme, le PIB par habitant du pays ne sera inférieur que de 1 663 dollars à la moyenne de 8 902 dollars pour les pays africains à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. La hausse du PIB par habitant attendue au cours des 24 prochaines années est due aux perspectives de croissance économique élevées du Sénégal.

Graphique 7: Extrême pauvreté dans la trajectoire actuelle en pourcentage de la population et en nombre, 2019-2043



■ Sénégal

Source: IFS 7.84 initialisé à partir des estimations des perspectives démographiques du UNPD, données WDI et PovcalNet.

Le graphique 7 présente le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté, également exprimé en pourcentage de la population.

En 2015, la Banque mondiale a adopté un montant de 1,90 USD par personne et par jour (aux prix de 2011 calculés sur la base du RNB), également utilisé pour mesurer les progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) 1 visant à éradiquer l'extrême pauvreté. En 2022, la Banque mondiale a actualisé ce seuil de pauvreté international à 2,15 USD en dollars constants de 2017. Les seuils de pauvreté pour les différents groupes de pays ont également été revus comme suit :

3,20 USD pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, désormais 3,65 USD en valeur de 2017.

5,50 USD pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, désormais 6,85 USD en valeur de 2017.

22,70 USD pour les pays à revenu élevé. La Banque n'a pas encore annoncé le nouveau seuil de pauvreté en dollars de 2017 pour les pays à revenu élevé.

Cette étude utilise 1,90 USD et 3,20 USD.

Le Sénégal se classait au 170^e rang sur 191 pays selon l'indice de développement humain en 2022, soit en dessous de la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne. En tant que pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, le Sénégal utilise le seuil de 3,20 dollars pour mesurer l'extrême pauvreté. En 2019, 9,3 millions de Sénégalais, soit 57,3 % de la population, vivaient sous le seuil de pauvreté de 3,20 dollars, ce qui est inférieur à la moyenne de 60,6 % pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique. La pauvreté est plus répandue dans les zones rurales que dans les centres urbains. Environ 66 % des personnes résidant dans les zones rurales sont considérées comme pauvres, contre 25 % à **Dakar**. La pauvreté au Sénégal est également concentrée parmi les groupes ethniques minoritaires. Par exemple, des groupes ethniques comme les Pulaar et les Sareer courent un risque de pauvreté chronique de 83 % à 80 %.

Les causes profondes de la pauvreté au Sénégal incluent des taux de chômage élevés, une forte dépendance à l'égard du secteur agricole, des facteurs environnementaux et un accès limité aux services sociaux tels que les soins de santé et l'aide

sociale, en particulier dans les zones rurales. Les troubles civils, en particulier dans la région de la Casamance, et le manque d'inclusion financière sont d'autres facteurs sous-jacents du taux de pauvreté élevé dans le pays. Le travail des enfants et le manque d'éducation contribuent également à la pauvreté au Sénégal, tout comme l'ampleur du secteur informel et la faible qualification de la main-d'œuvre.

Pour lutter contre les forts taux de pauvreté, le gouvernement sénégalais a lancé le Programme national de bourses de sécurité familiale, qui vise à renforcer la résilience des citoyens les plus vulnérables face à la pauvreté chronique et aux chocs économiques. Le sous-développement du secteur agricole constitue cependant un frein important à la réduction de la pauvreté dans le pays. En effet, près de 75 % des personnes pauvres résident dans les zones rurales et dépendent de ce secteur pour leur subsistance.

En raison de la pauvreté, de nombreux Sénégalais émigrent vers d'autres pays à la recherche de meilleures perspectives économiques. Avec leur industrie pétrolière en plein essor, des pays comme la Libye et la Mauritanie ont été des destinations prisées par le passé. D'autres Sénégalais émigrent vers la France, l'Italie et l'Espagne en quête de meilleures opportunités.

Selon la trajectoire actuelle, le Sénégal devrait parvenir à réduire la pauvreté plus rapidement que la moyenne des pays africains à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Le taux de pauvreté s'établira ainsi à 23,4 % (l'équivalent de 6,6 millions de Sénégalais) d'ici 2043, soit environ 15 % en dessous de la moyenne de 38,3 % pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique.

Graphique 8 : Plan national de développement du Sénégal

Le Sénégal s'est doté d'un cadre de développement à long terme appelé Plan Sénégal émergent (PSE) qui s'étend de 2014 à 2035. Le PSE est une initiative de développement stratégique lancée par le gouvernement pour transformer l'économie du pays et promouvoir le développement durable. La vision globale du plan est de faire du Sénégal d'ici 2035 une économie émergente qui se caractérisera par un développement et une croissance inclusifs, associés à de meilleures conditions de vie. Les trois piliers s'articulent autour des éléments suivants :

- 1) la transformation structurelle de l'économie
- 2) le capital humain, la protection sociale et le développement durable et
- 3) la réforme institutionnelle, la gouvernance et la sécurité.

Des secteurs clés sont identifiés, notamment l'agriculture, la pêche, l'exploitation minière, l'énergie, le tourisme, les technologies de l'information et des communications (TIC) et les infrastructures. Le gouvernement a également mis en place des mécanismes de suivi et d'évaluation des progrès dans le cadre du plan afin d'assurer une mise en œuvre efficace.

Outre la vision à long terme, le Sénégal publie des plans de développement à moyen terme appelés Plan d'Actions Prioritaires (PAP). Le plus récent couvre la période de 2025 à 2029. Les premières sections de ce document présentent sur:

- Un modèle économique fragile avec une faible création de valeur : les principales préoccupations sont la liberté économique; Prospérité; Croissance économique; Finances publiques; et Financement de l'économie.

- Faible capital humain et modèle social inéquitable: les principales préoccupations sont la pauvreté; Capital humain; Santé; Protection sociale; et Accès aux services de base.
- Mauvaise gestion des terres et défis environnementaux: les principales préoccupations sont la durabilité environnementale; et l'urbanisation.
- Un modèle de gouvernance fragile qui entrave le développement: les principales préoccupations sont l'administration publique; Gouvernance politique et judiciaire; et la gouvernance territoriale.

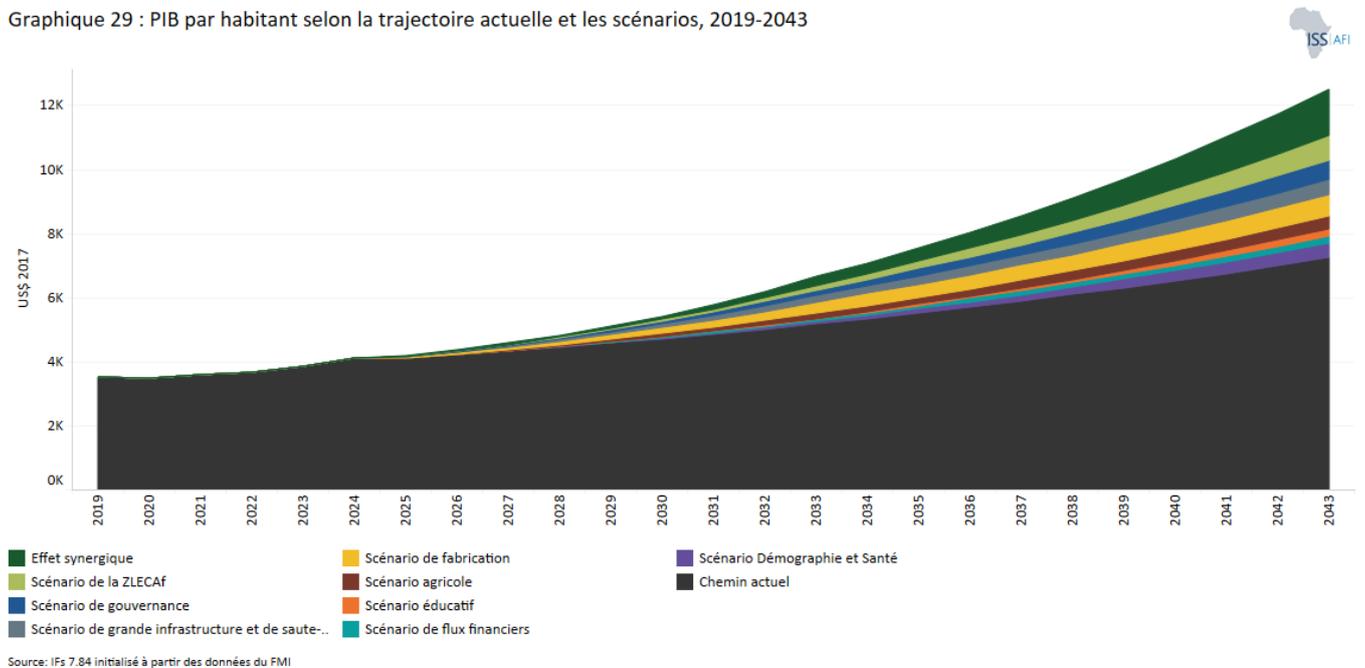
La deuxième partie traite de la mise en œuvre de la stratégie à moyen terme:

- Cadre stratégique: les principales préoccupations sont l'environnement mondial, continental et national; Stratégie à long terme; et axes stratégiques.
- Mise en œuvre de la stratégie: les principales préoccupations sont le cadre macroéconomique; Politique de la dette; Plan d'Actions Prioritaires (PAP); Territorialisation des dépenses publiques; et développement du secteur privé.

Dans le passé, le pays a également mis en œuvre d'autres plans à moyen terme tels que la Stratégie nationale de développement économique et social (SNDES) de 2013 à 2017 et la Politique sectorielle de développement de la gouvernance locale, du développement et de l'aménagement du territoire de 2015 à 2020. Ces plans et stratégies visent à transformer l'économie, à améliorer le capital humain, à promouvoir la protection sociale et le développement durable, à assurer la bonne gouvernance et à renforcer le développement global du pays.

Comparaison de Scénarios

Graphique 29 : PIB par habitant selon la trajectoire actuelle et les scénarios, 2019-2043



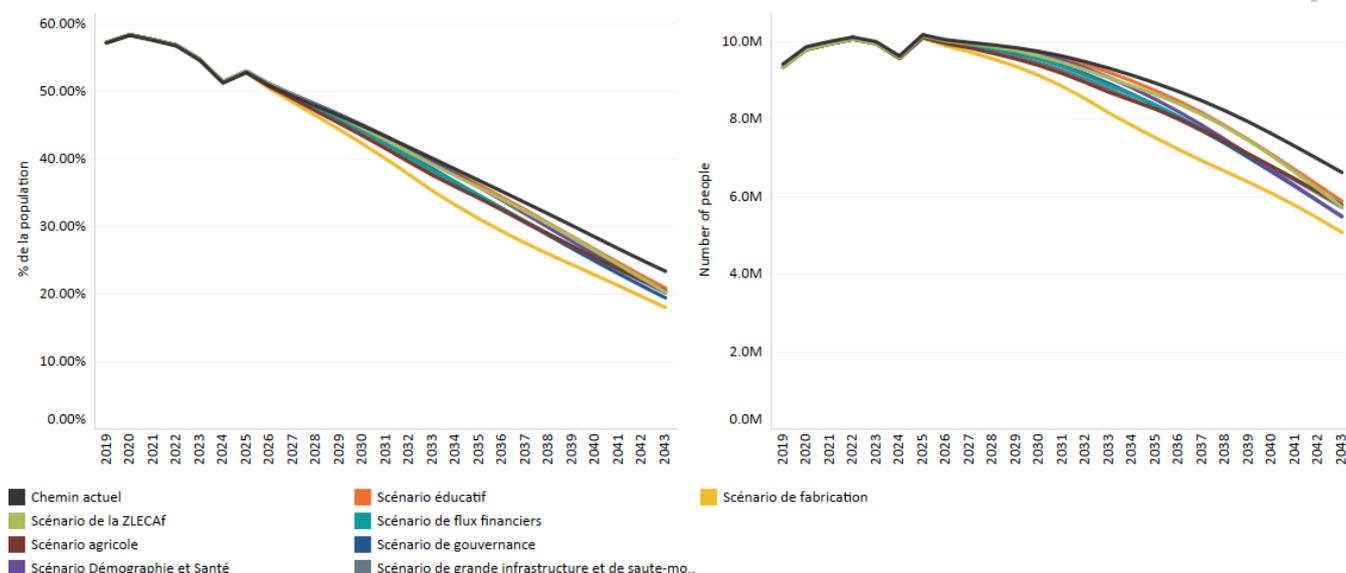
Le graphique 29 présente un graphique à aires empilées indiquant la contribution de chaque scénario au PIB par habitant. L'impact cumulé d'une meilleure éducation, d'une meilleure santé, de meilleures infrastructures, etc. offre un avantage supplémentaire que nous appelons l'effet synergique.

D'ici 2043, les scénarios qui auront le plus grand impact sur le PIB par habitant du Sénégal seront le scénario ZLECAf, suivi du scénario Industrialisation et du scénario Gouvernance. Dans le scénario ZLECAf, le PIB par habitant (PPA) du Sénégal atteindra 8 016 dollars d'ici 2043, ce qui représente une augmentation de 777,2 dollars (ou 10,7 %) par rapport aux projections de la trajectoire actuelle en 2043. Cela signifie que le Sénégal peut considérablement accroître son PIB par habitant s'il tire parti de la pleine mise en œuvre des accords commerciaux. L'impact important du scénario ZLECAf sur l'amélioration du niveau de vie au Sénégal n'est pas surprenant dans la mesure où les pays africains ont beaucoup d'avantages à commercer entre eux. Une zone de libre-échange régionale telle que la ZLECAf stimule l'ouverture commerciale, accélère la diffusion des technologies dans le pays et améliore ainsi la productivité et les activités d'innovation. Cela se traduit en fin de compte par une amélioration du bien-être, les ressources étant affectées à leur usage le plus productif, et par une baisse des prix à la consommation. Le libre-échange pourrait également accroître les exportations du Sénégal en ouvrant l'accès à un marché beaucoup plus vaste et en améliorant le secteur manufacturier du pays grâce à la concurrence, ce qui pourrait accélérer la croissance économique et générer plus d'emplois dans des secteurs clés.

Dans le scénario Industrialisation, le PIB par habitant du Sénégal devrait atteindre 7 918 dollars d'ici 2043. Il s'agit d'une augmentation de 623 dollars, soit 9,4 %, par rapport aux prévisions selon la trajectoire actuelle. Pour l'économiste Nicolas Kaldor, l'industrie manufacturière est le moteur de la croissance économique (hypothèse du moteur de croissance de Kaldor). Il s'agit historiquement du plus grand pourvoyeur d'emplois car elle entretient des liens en amont et en aval avec d'autres secteurs et transforme les structures de productivité dans l'ensemble de l'économie. Il n'est donc pas surprenant que le scénario Industrialisation conduise à une telle amélioration du PIB par habitant. Un secteur manufacturier solide joue donc un rôle crucial pour parvenir à une croissance durable et améliorer de façon significative le niveau de vie de la population au Sénégal.

Dans le scénario Gouvernance, le PIB par habitant du Sénégal devrait atteindre 7 846,9 dollars d'ici 2043, ce qui représente une augmentation de 8,4 % par rapport aux prévisions selon la trajectoire actuelle. Ce scénario a donc la capacité de rehausser le PIB par habitant du pays de 558 dollars supplémentaires d'ici 2043. La bonne gouvernance et la stabilité politique peuvent inspirer confiance aux investisseurs et attirer davantage d'IDE au Sénégal, ce qui peut conduire à la croissance. De même, une bonne gouvernance caractérisée par un respect de l'état de droit, une réduction de la corruption et une amélioration de la transparence et de la responsabilité peut accélérer la croissance économique. Si le Sénégal parvient à préserver la paix et la sécurité et à promouvoir une bonne gouvernance, il sera sur la voie d'une croissance économique durable.

Graphique 30: Pauvreté sur sa trajectoire actuelle et scénarios, 2019-2043



Source: IFS 7.84 initialisé à partir des estimations des perspectives démographiques du UNPD, données WDI et PovcalNet.

Le graphique 30 présente l'impact de chaque scénario sur l'extrême pauvreté d'ici 2043.

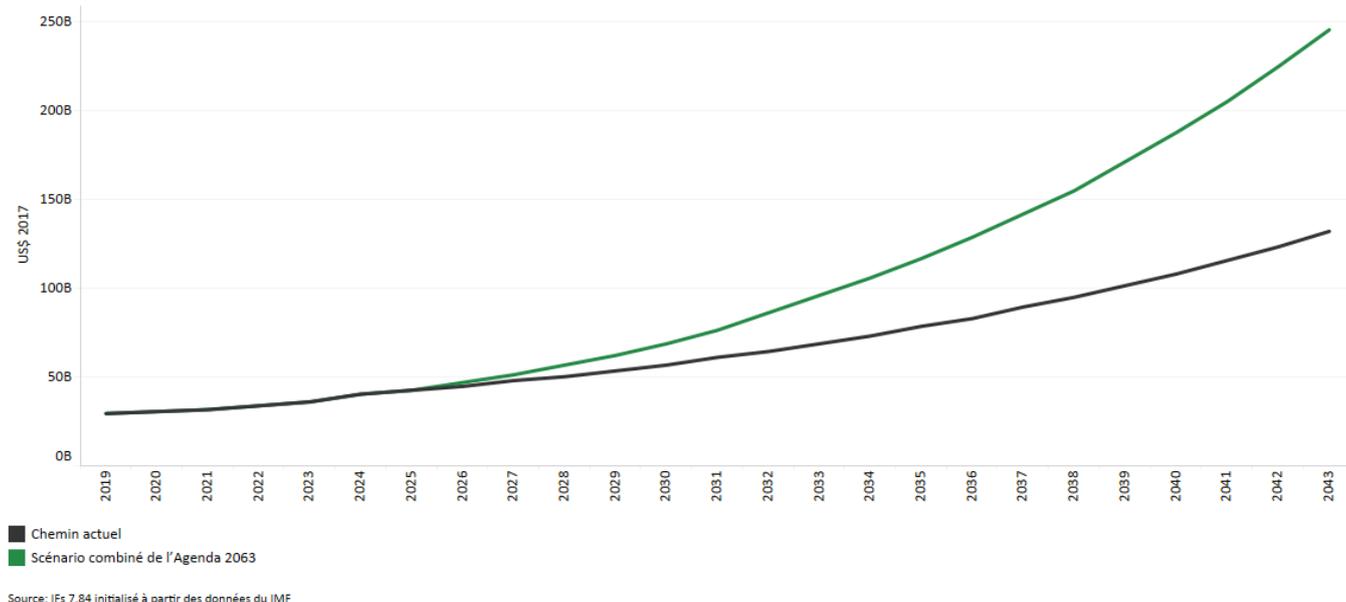
Le scénario Industrialisation présente le plus grand potentiel de réduction de l'extrême pauvreté au Sénégal. Avec ce scénario, le nombre de personnes pauvres devrait diminuer à 5,1 millions (soit 18 % de la population), par rapport aux prévisions actuelles de 6,6 millions de personnes (22,8 %) d'ici 2043. Cela signifie qu'une industrialisation agressive, soutenue par des mesures de protection sociale telles que les transferts sociaux, a le potentiel de réduire l'extrême pauvreté au Sénégal.

C'est le scénario Gouvernance qui a le deuxième plus grand impact sur la réduction de la pauvreté au Sénégal. Avec lui, 5,5 millions de personnes devraient vivre dans une extrême pauvreté d'ici 2043, soit 19,5 % de la population. Ce chiffre sera inférieur de 3,4 points de pourcentage aux prévisions actuelles et équivalra à une réduction d'environ 1,1 million de personnes vivant dans l'extrême pauvreté. Une meilleure gouvernance garantit que les ressources publiques sont utilisées de manière efficace pour répondre aux besoins des populations, au lieu d'être détournées vers les poches de certaines personnes, ce qui aura un impact significatif sur la réduction de la pauvreté.

Dans le scénario Démographie et santé, 20,2 % de la population sénégalaise devrait vivre dans l'extrême pauvreté d'ici 2043, ce qui en fait le scénario ayant le troisième impact le plus important sur la réduction de la pauvreté. Avec ce scénario, l'extrême pauvreté sera inférieure de 3,2 points de pourcentage aux prévisions selon la trajectoire actuelle. Cette réduction de l'extrême pauvreté découle de la baisse du taux de fécondité et de la diminution de la population du Sénégal, ainsi que de l'augmentation de la survie infantile et d'un meilleur accès aux soins de santé par rapport à la trajectoire actuelle.

Dans le scénario combiné Agenda 2063, le nombre et la proportion de personnes pauvres au Sénégal diminueront de manière significative. D'ici 2043, environ 863 000 personnes vivront dans l'extrême pauvreté, soit seulement 3,2 % de la population. Par rapport à la trajectoire actuelle, 5,6 millions de personnes supplémentaires pourraient ainsi sortir de la pauvreté d'ici 2043. Cela équivaut à une baisse de 20,2 points de pourcentage par rapport au taux de 23,4 % prévu d'ici 2043 selon la trajectoire actuelle. En outre, la proportion projetée de personnes pauvres au Sénégal dans le scénario combiné Agenda 2063 sera inférieure de 35 points de pourcentage à la moyenne (38,3 %) des pays africains à revenu intermédiaire de la tranche inférieure d'ici 2043.

Graphique 31: PIB (MER) dans le scénario de base et celui de l'Agenda 2063, 2019-2043



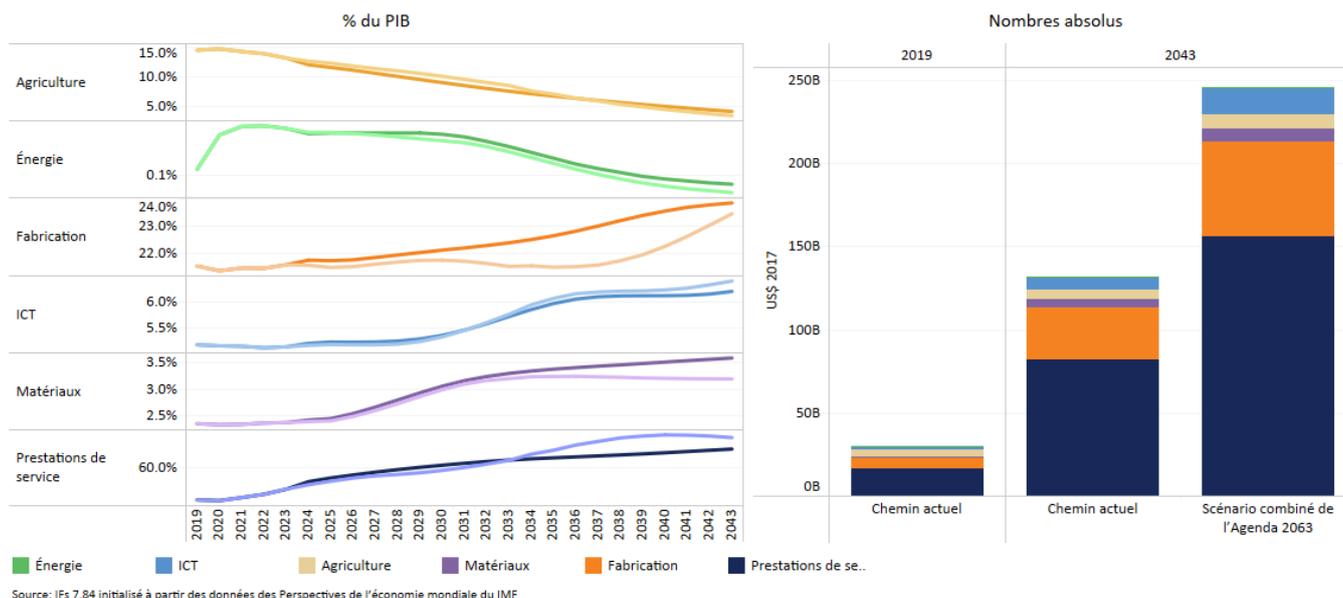
Le graphique 31 compare la taille de l'économie selon la trajectoire actuelle et dans le scénario combiné Agenda 2063 en taux de change du marché.

Le scénario combiné Agenda 2063 associe les huit scénarios sectoriels, à savoir les scénarios Gouvernance, Démographie et santé, Éducation, Infrastructures et bond en avant, Agriculture, Industrialisation, ZLECAf et Flux financiers.

Le PIB du Sénégal devrait atteindre 245,6 milliards de dollars dans le scénario combiné Agenda 2063, soit une augmentation de 729 % entre 2019 et 2043. Ce chiffre dépassera les prévisions selon la trajectoire actuelle de 132 milliards de dollars. Le scénario combiné Agenda 2063 permettra ainsi d'accroître le PIB du Sénégal de 113,7 milliards de dollars supplémentaires d'ici 2043, soit une hausse de 86 % par rapport à la trajectoire actuelle.

De même, dans le scénario combiné Agenda 2063, le PIB par habitant du Sénégal devrait atteindre 12 502 dollars d'ici 2043. Cela représente une augmentation de 5 263 dollars, soit 73 %, par rapport à la projection de 7 239 dollars selon la trajectoire actuelle. La concrétisation du scénario combiné Agenda 2063 pourrait donc améliorer considérablement le niveau de vie de la population sénégalaise. Le PIB par habitant projeté dans ce scénario sera de 3 600 dollars, soit 40,4 % de plus que la moyenne prévue selon la trajectoire actuelle pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique d'ici 2043. La croissance économique colossale projetée dans le scénario combiné Agenda 2063 indique qu'une initiative de développement intégrée dans tous les secteurs est le meilleur moyen de parvenir à une croissance et à un développement inclusifs et durables au Sénégal.

Graphique 32: Valeur ajoutée par secteur dans le scénario de base et le scénario combiné Agenda 2063, 2019-2043

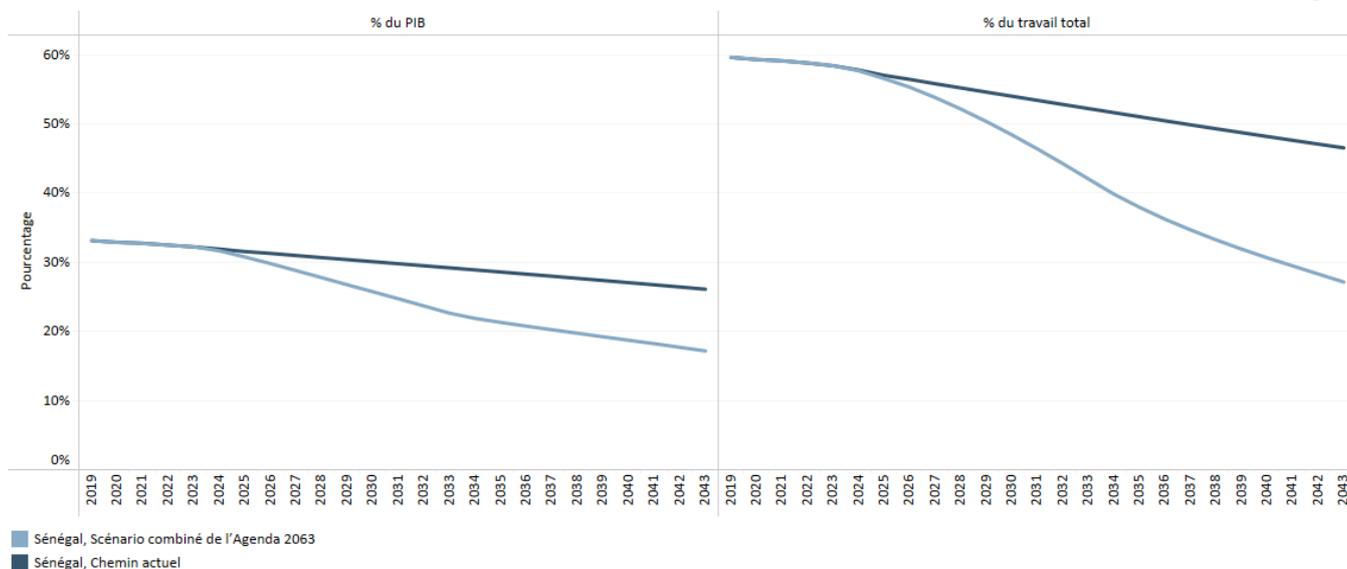


Le graphique 32 présente l'évolution de la structure de l'économie, en comparant les prévisions selon la trajectoire actuelle avec le scénario combiné Agenda 2063 de 2019 à 2043.

La plateforme IFs utilise les données du GTAP pour classer l'activité économique en six secteurs : l'agriculture, l'énergie, les matériaux (y compris l'exploitation minière), l'industrie manufacturière, les services et les technologies de l'information et de la communication (TIC). La plupart des autres sources utilisent une distinction entre trois secteurs seulement (l'agriculture, l'industrie et les services), de sorte que les données peuvent différer.

Dans le scénario combiné Agenda 2063, le secteur des services sera toujours le principal contributeur au PIB avec une part de 63,4 % (évaluée à 155,7 milliards de dollars) d'ici 2043, soit légèrement plus que la contribution de 62,1 % prévue selon la trajectoire actuelle (évaluée à 81,9 milliards de dollars). Le secteur manufacturier restera le deuxième contributeur au PIB d'ici 2043, avec une part de 23,5 % (équivalente à 57,6 milliards de dollars). La part du secteur agricole diminuera légèrement à 3,5 % (correspondant à 8,6 milliards de dollars), contre 4,2 % (environ 5,5 milliards de dollars) selon la trajectoire actuelle en 2043. Dans le scénario combiné Agenda 2063, la part des secteurs des TIC et des matériaux augmentera plus que selon la trajectoire actuelle pour atteindre respectivement 6,4 % et 3,6 %, même si la part du secteur de l'énergie devrait passer en dessous de la trajectoire actuelle pour atteindre 0,7 %.

Graphique 33: La taille du Secteur informel en % du PIB sur la trajectoire actuelle et le scénario combiné Agenda 2063, 2019-2043

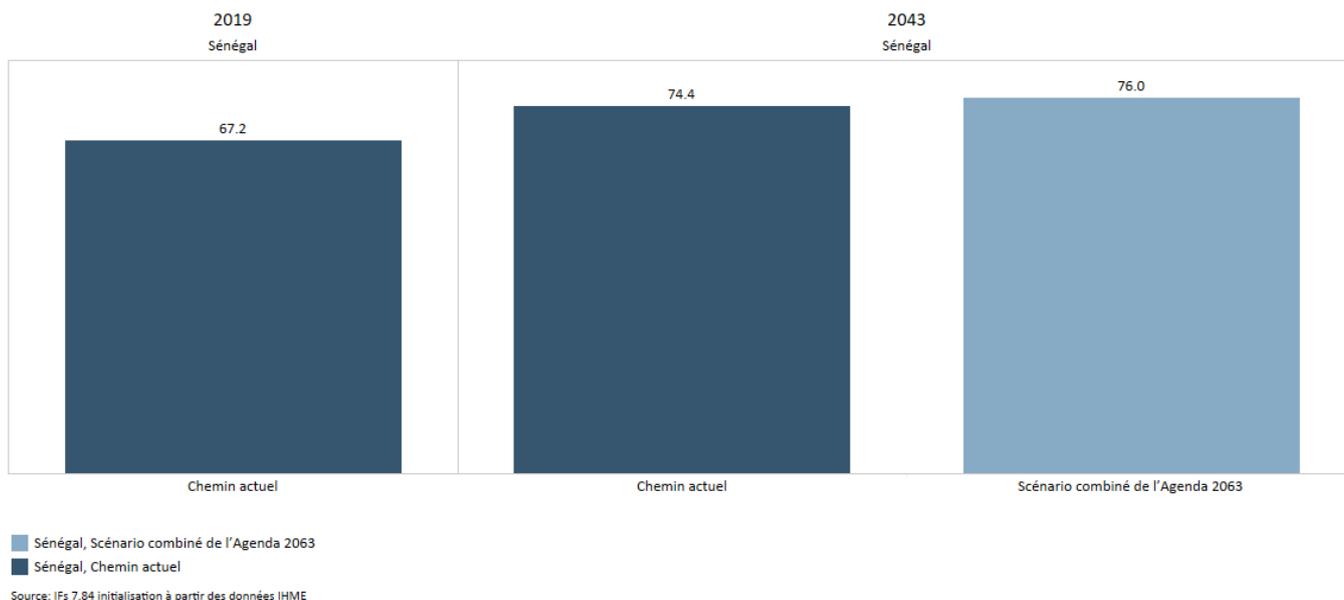


Source: IFs 7.84 initialisant à partir des données d'Elgin et Oztunali (2008) et de Schneider et Enste (2012).

Le graphique 33 présente la taille du secteur informel en pourcentage du PIB et la taille de la main-d'œuvre informelle. Les données sur la contribution du secteur informel sont souvent des estimations et doivent être traitées avec prudence.

D'ici 2043, le secteur informel au Sénégal ne représentera plus que 17,2 % du PIB, même si sa valeur absolue atteindra 42,2 milliards de dollars. À ce rythme, la taille de l'économie informelle sera inférieure aux 26,1 % prévus (évalués à 34,4 milliards de dollars) selon la trajectoire actuelle et inférieure à la moyenne des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique, soit 26,1 %. La taille de la main-d'œuvre informelle diminuera également au Sénégal. D'ici 2043, les personnes travaillant dans le secteur informel seront 1,7 million de moins dans le scénario combiné Agenda 2063 qu'en suivant la trajectoire actuelle. La main-d'œuvre informelle représentera alors 27,1 % de la main-d'œuvre totale dans le scénario combiné Agenda 2063, au lieu de 46,5 % selon la trajectoire actuelle, ce qui reflète l'amélioration attendue de la capacité de l'État grâce à l'augmentation des recettes fiscales.

Graphique 34: Espérance de vie selon le scénario de base et le scénario combiné Agenda 2063 , 2019-2043

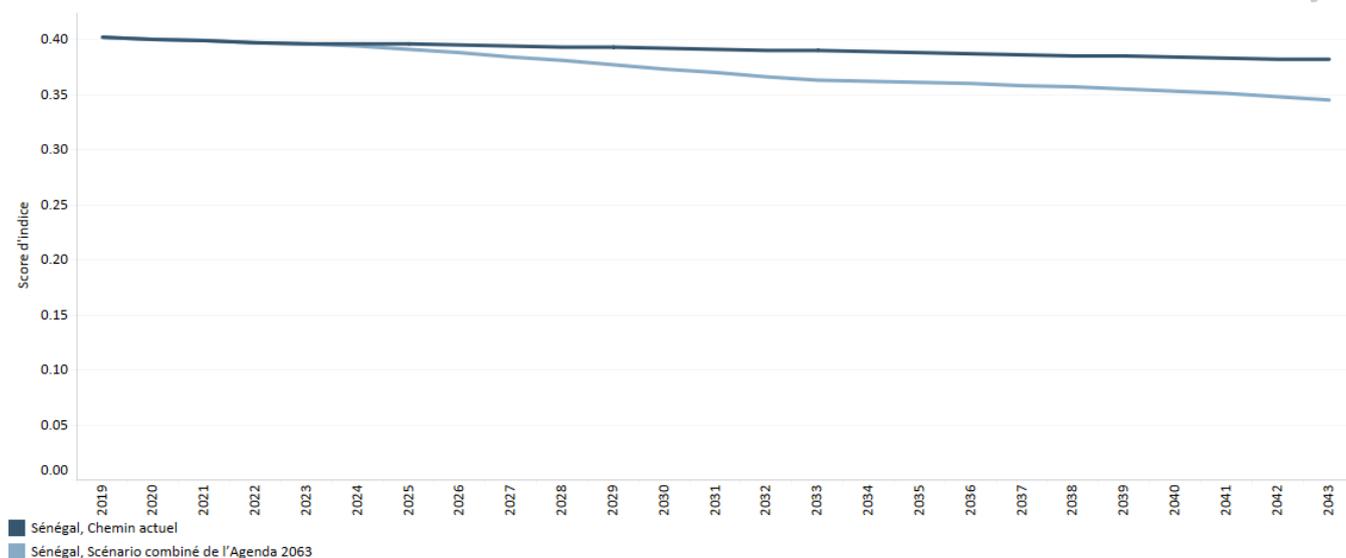


Le graphique 34 compare l'espérance de vie selon la trajectoire actuelle et dans le scénario combiné Agenda 2063.

La qualité du système de santé d'un pays peut être évaluée à l'aide d'indicateurs tels que l'espérance de vie, la mortalité maternelle et la mortalité infantile. L'espérance de vie mesure la durée de vie moyenne des individus dans le pays. En 2019, l'espérance de vie moyenne d'un Sénégalais était de 67,2 ans, ce qui correspond à peu près à la moyenne de 67,6 ans pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique. Les femmes au Sénégal vivent en moyenne 3,3 ans de plus que les hommes, soit 68,9 ans contre 65,6 ans.

Selon la trajectoire actuelle, l'espérance de vie atteindra 74,5 ans d'ici 2043, ce qui sera légèrement supérieur à la moyenne de 73 ans pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique. Dans le scénario combiné Agenda 2063, l'espérance de vie devrait atteindre 76,1 ans d'ici 2043, soit environ deux ans de plus que les prévisions selon la trajectoire actuelle du pays. Les femmes devraient vivre à peu près quatre ans de plus que les hommes d'ici 2043, ce qui est en accord avec les tendances mondiales.

Graphique 35: Gini national dans la trajectoire actuelle et scénario combiné de l'Agenda 2063, 2019-2043



Source: IFs 7.84 initialisation à partir des données WDI

Le graphique 35 compare le coefficient de Gini selon la trajectoire actuelle et dans le scénario combiné Agenda 2063.

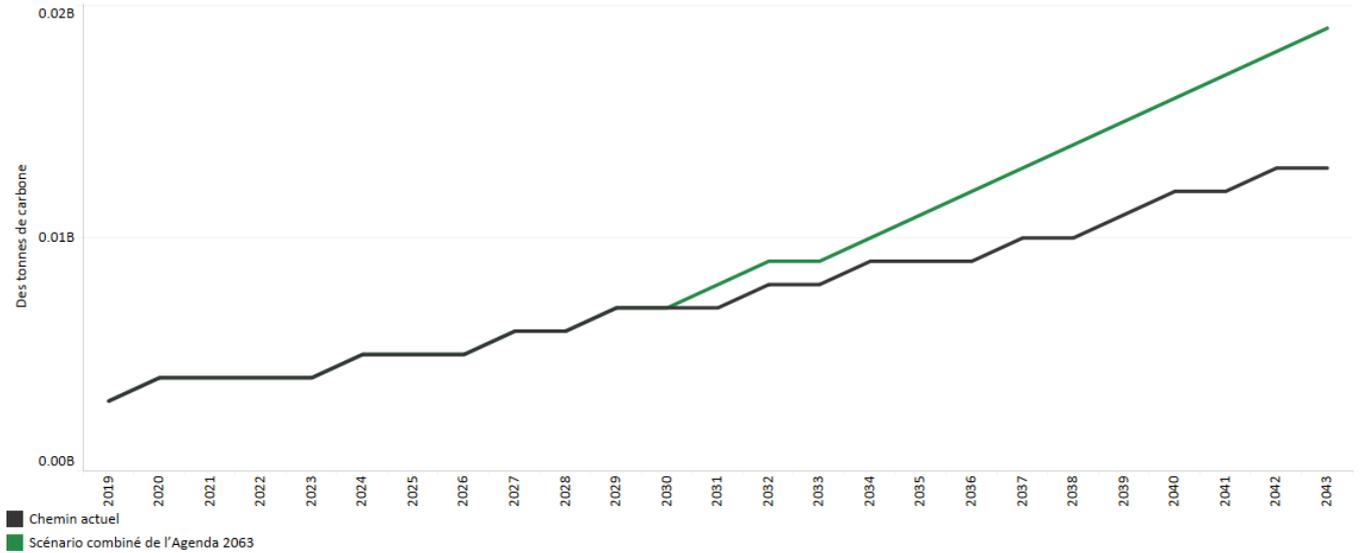
De fortes inégalités de revenus ont de nombreux effets négatifs, notamment un effondrement de la structure et de la cohésion sociales, qui peut entraîner une instabilité. Le coefficient de Gini est la mesure standard du niveau d'inégalité dans un pays[x]. Historiquement, les inégalités au Sénégal sont inférieures à la moyenne des pays appartenant à la même catégorie de revenu en Afrique.

En 2019, le coefficient de Gini du Sénégal était de 0,40, contre une moyenne de 0,50 pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique. Cela en fait le septième pays le moins inégalitaire parmi les 23 pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique. Selon la trajectoire actuelle, les inégalités de revenus au Sénégal devraient diminuer avec un coefficient de Gini de 0,38 d'ici 2043. Dans le scénario combiné Agenda 2063, la réduction à long terme des inégalités au Sénégal sera plus rapide que dans le scénario de base avec un coefficient de Gini de 0,34 d'ici 2043. La croissance économique sera donc plus inclusive dans le scénario de combiné.

Le scénario Industrialisation présente le plus grand potentiel de réduction des inégalités de revenus au Sénégal, suivi des scénarios Éducation et Agriculture. Cela indique que pour les autorités sénégalaises, le moyen le plus rapide de réduire les inégalités de revenus est de procéder à des transferts sociaux et à des investissements dans les secteurs de l'éducation et de l'agriculture.

Graphique 36: Émissions de CO₂ sur la trajectoire actuelle et dans le scénario combiné de genda 2063, 2019-2043

Millions de tonnes de carbone (attention, pas d'équivalent CO₂)



Source: IFs 7.84, initialisation à partir des données du Centre d'analyse des informations sur le dioxyde de carbone

Le graphique 36 compare les émissions de carbone selon la trajectoire actuelle et dans le scénario combiné Agenda 2063.

Le dioxyde de carbone (CO₂), le monoxyde de carbone (CO) et le méthane (CH₄) ayant des masses moléculaires différentes, la plateforme IFs se fonde sur le carbone. De nombreux autres sites et calculs utilisent l'équivalent CO₂.

Comme la plupart des pays africains, le Sénégal émet très peu de carbone, en comparaison avec les grands émetteurs du continent tels que l'Afrique du Sud. Cela s'explique en partie par le sous-développement du secteur manufacturier dans le pays. En 2019, le Sénégal a rejeté environ 3,4 millions de tonnes de carbone provenant de l'utilisation de combustibles fossiles, ce qui reflète les faibles niveaux d'émissions de carbone dans le pays. Cela en fait le 15^e émetteur de carbone en Afrique et le 11^e émetteur parmi les 23 pays africains à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique.

La déforestation est l'une des principales sources d'émissions de carbone dans le pays. Pour atténuer ce phénomène et favoriser une gestion durable des terres, le Sénégal a développé des programmes de reboisement. Afin d'enrayer la désertification et de stocker du carbone, l'initiative de la « Grande Muraille verte » prévoit également de planter des dizaines de milliers d'hectares d'arbres dans tout le Sahel, y compris au [Sénégal](#). Les émissions de carbone du Sénégal sont aussi influencées par l'industrie des transports. Le gouvernement a mis en place des politiques pour soutenir les modes de transport respectueux de l'environnement, en investissant notamment dans les transports publics et en encourageant l'utilisation de véhicules électriques[x].

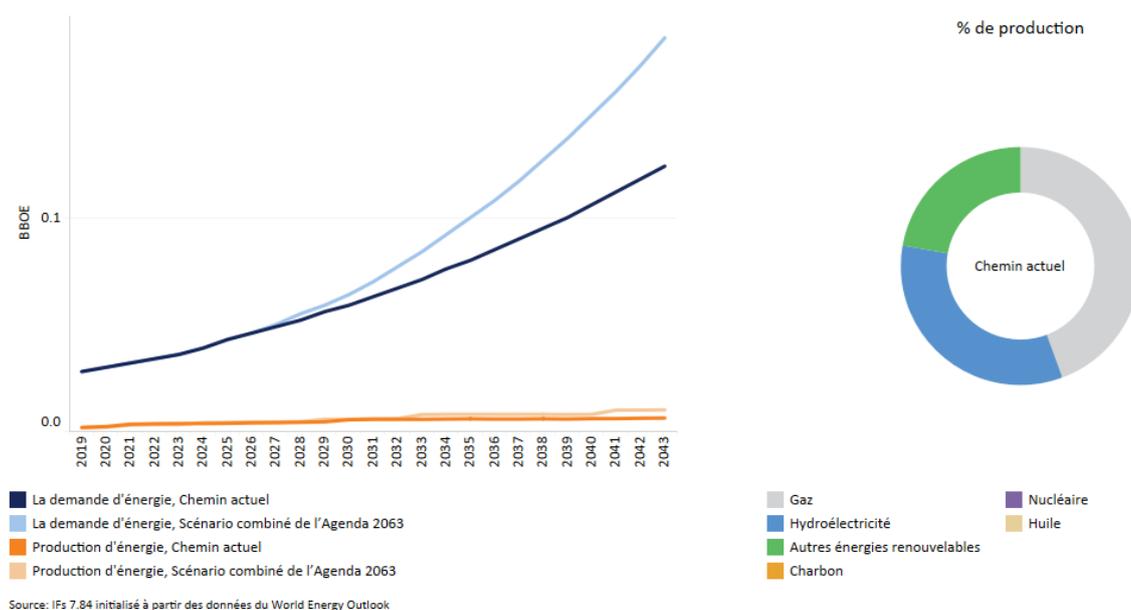
Le gouvernement travaille également avec des groupes comme le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour mener à bien des projets liés au climat et obtenir des financements en faveur des mesures de développement durable[x]. Malgré ces initiatives, le Sénégal est confronté à des difficultés pour réduire ses émissions de carbone du fait de l'augmentation de la population, de l'urbanisation et du développement économique. Cependant, l'engagement du gouvernement en faveur du développement durable et des énergies renouvelables, ainsi que l'aide extérieure, laissent présager un avenir prometteur pour les efforts du pays visant à lutter contre le changement climatique et à réduire les émissions de carbone[x].

Selon la trajectoire actuelle, les émissions de carbone provenant des combustibles fossiles devraient plus que quadrupler pour atteindre 13,5 millions de tonnes d'ici 2043 par rapport au faible niveau de 2019. Les scénarios ZLECAF et

Industrialisation sont les plus émetteurs de carbone car ils impliquent une fabrication intensive de produits manufacturés d'entrée de gamme qui entraînera une consommation accrue de combustibles fossiles. Les scénarios les moins émetteurs de carbone au Sénégal sont les scénarios Démographie et santé et Éducation.

Dans le scénario combiné Agenda 2063, les émissions totales de carbone du Sénégal atteindront 19 millions de tonnes, soit 46,2 % de plus que les prévisions selon la trajectoire actuelle. La concrétisation du scénario combiné Agenda 2063 et la réalisation d'un développement économique durable se feront au prix d'une augmentation des émissions de carbone au Sénégal, bien que le processus soit relativement lent. Cependant, le pays peut compter sur son immense potentiel en matière d'énergies renouvelables pour continuer d'avancer sur la voie d'un développement vert.

Graphique 37: Production d'énergie par type dans le scénario de base et le scénario combiné de genda 2063, 2019-2043



Le graphique 37 compare la production d'énergie selon la trajectoire actuelle et dans le scénario combiné Agenda 2063. Il effectue la distinction entre six types de sources : le pétrole, le gaz, le charbon, l'hydroélectricité, le nucléaire et les autres énergies renouvelables. Les données sont converties en milliards de barils équivalents pétrole (MBEP) pour permettre les comparaisons entre différentes sources. L'énergie produite peut être destinée à un usage domestique ou à l'exportation.

Selon les prévisions de la plateforme IFs, l'énergie totale produite au Sénégal en 2019 équivalait à 900 000 BEP. La principale source d'énergie au Sénégal est le gaz, suivi de l'hydroélectricité et des autres énergies renouvelables. En 2019, la quantité totale de gaz produite dans le pays s'élevait à 400 000 MBEP, soit 44,4 % de la production totale d'énergie. Le Sénégal souhaite augmenter sa capacité de production d'énergie renouvelable tout en réduisant sa dépendance aux combustibles fossiles, notamment grâce à son immense potentiel de production d'énergie solaire et éolienne. Pour y parvenir, le pays a investi dans des projets hydroélectriques, éoliens et solaires. Le Plan Sénégal émergent vise à ce que 30 % de l'énergie nationale provienne de sources renouvelables d'ici 2030. Pour aider les entreprises qui proposent des systèmes de refroidissement fonctionnant à l'énergie solaire, le gouvernement a également développé des programmes tels que « Scaling Up Renewable Energy (SURE) Senegal ». Le gouvernement a également exonéré de taxes douanières tous les kits d'énergie solaire destinés à l'éclairage, aux pompes à eau et au chauffage de l'eau afin de promouvoir les énergies renouvelables.

D'ici 2043, la quantité totale de gaz produite devrait presque quadrupler pour atteindre 1,5 million de BEP, sa part augmentant légèrement pour atteindre 45,5 % de la production totale d'énergie selon la trajectoire actuelle. La production

hydroélectrique représentait 33,3 % (équivalent à 300 000 BEP) de la production totale d'énergie en 2019, mais devrait diminuer rapidement pour s'établir à environ 9,1 % (évaluée à 300 000 BEP) en 2043 selon la trajectoire actuelle. Cette évolution peut être attribuée en partie au faible investissement dans l'énergie hydroélectrique. La production d'autres énergies renouvelables est actuellement estimée à 22,2 % de la production totale et devrait augmenter rapidement pour constituer 45,5 % de la production totale d'énergie (1,5 million de BEP) d'ici 2043, selon les prévisions du scénario de base.

La demande totale d'énergie (28 millions) a largement dépassé la production totale au cours de la même période. Selon la trajectoire actuelle, la demande énergétique excédentaire équivaudra à 120,7 millions de BEP d'ici 2043. Si cette situation persiste, le Sénégal dépendra donc fortement des importations d'énergie pour réaliser ses objectifs d'industrialisation.

Dans le scénario combiné Agenda 2063, la demande énergétique au Sénégal grimpera à 185 millions de BEP, soit 60 millions de BEP de plus que les prévisions selon la trajectoire actuelle. Même si la production totale d'énergie de 1,7 million de BEP dans le scénario combiné sera supérieure de 19,5 millions de BEP aux prévisions selon la trajectoire actuelle, elle restera nettement inférieure à la demande totale. En effet, d'ici 2043, la demande excédentaire en énergie de 179 millions de BEP sera 48,3 % supérieure aux projections selon la trajectoire actuelle.

La part des autres énergies renouvelables dans la production totale d'énergie du pays doublera pour constituer 60 % de la production totale d'énergie et devenir ainsi la principale source. Cela représentera 14,5 points de pourcentage de plus que sa contribution à la production totale d'énergie selon la trajectoire actuelle. De même, la part du gaz dans la production totale avec le scénario combiné Agenda 2063 sera légèrement supérieure à sa contribution selon la trajectoire actuelle.

Sénégal: Conclusion

L'analyse précédente de la trajectoire de développement du Sénégal identifie plusieurs défis et opportunités clés qui façonneront son paysage économique futur et son bien-être sociétal. Les défis comprennent les exportations non diversifiées, les taux de pauvreté élevés, la dette publique croissante, l'infrastructure inadéquate, la mauvaise qualité de l'éducation, les institutions faibles et les risques climatiques.

Notre analyse sur huit scénarios sectoriels illustre l'impact profond que des politiques ciblées peuvent avoir sur l'accélération du développement au-delà du scénario de base (trajectoire actuelle de développement). Les scénarios Industrialisation, Éducation et Gouvernance, en particulier, démontrent un potentiel robuste pour accroître les revenus moyens et améliorer les niveaux de vie de la population :

Le scénario **Industrialisation** suggère que des investissements stratégiques dans le secteur manufacturier pourraient augmenter considérablement le PIB par habitant. Plus important encore, il a le plus grand potentiel pour réduire l'extrême pauvreté, soulignant le rôle critique du développement industriel dans la transformation économique.

Dans le scénario **Gouvernance**, notre analyse indique qu'une amélioration de la qualité institutionnelle et de l'administration publique peut accroître la confiance des investisseurs et l'allocation plus efficace des ressources. Une gouvernance améliorée facilite également une croissance équitable, cruciale pour réduire les inégalités et favoriser un développement inclusif.

Le scénario **Education** met l'accent sur les avantages à long terme de l'investissement dans le capital humain. Il projette que des améliorations de l'accès à l'éducation, de sa qualité et de sa pertinence par rapport aux besoins du marché du

travail sont essentielles pour fournir des compétences nécessaires pour stimuler l'innovation économique et la compétitivité.

Le scénario Combiné Agenda 2063 montre les effets synergiques des investissements simultanés dans plusieurs secteurs. Cette approche intégrée pourrait considérablement améliorer la croissance inclusive et une prospérité partagée au Sénégal, avec une augmentation de 86 % du PIB par rapport à la trajectoire actuelle prévue d'ici 2043. Ce scénario suggère également une réduction spectaculaire de la pauvreté, avec seulement 3,2 % de la population devant vivre dans l'extrême pauvreté d'ici 2043, démontrant l'impact profond des stratégies de développement intégrées.

Le Sénégal peut saisir plusieurs opportunités spécifiques pour s'engager sur la voie d'une croissance durable:

- **Dividende démographique:** la population jeune et croissante du Sénégal pourrait constituer un atout important si elle est bien formée et efficacement intégrée dans l'économie.
- **Intégration régionale:** Le Sénégal devrait bénéficier d'une intégration régionale plus approfondie grâce à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).
- **Potentiel des énergies renouvelables:** Le Sénégal dispose d'un potentiel considérable pour développer des sources d'énergie renouvelables, telles que le solaire et l'éolien.
- **Avancées technologiques:** tirer parti de la technologie pour la transformation numérique présente une opportunité pour accélérer le développement.
- **Transformation agricole:** la modernisation de l'agriculture grâce à la technologie et à des pratiques agricoles améliorées peut accroître la productivité, garantir la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté rurale.

Ce rapport recommande aux décideurs politiques du Sénégal de donner la priorité à une stratégie de développement intégrée intégrant des améliorations en matière de gouvernance, de capital humain et de capacité industrielle. Une telle approche est non seulement conforme à l'Agenda 2063 de l'Union africaine, mais établit également un cadre stratégique pour une croissance et un développement durables. L'engagement de tous les niveaux de gouvernement et la coopération avec les partenaires internationaux seront cruciaux pour transformer ces opportunités en résultats tangibles pour tous les citoyens sénégalais.

Plus précisément, les décideurs politiques au Sénégal devraient:

- Promouvoir la création d'emplois et une répartition équitable des revenus.
- Améliorer les résultats éducatifs grâce à des réformes des programmes scolaires et à un investissement accru dans l'enseignement professionnel et supérieur.
- Renforcer les institutions et améliorer la transparence et la responsabilité pour une croissance économique durable.
- Investir dans l'amélioration des réseaux routiers, l'accès à l'électricité et des infrastructures numériques pour soutenir les activités économiques et la connectivité.
- Mettre l'accent sur l'emploi des jeunes et le développement des compétences qui peuvent exploiter le dividende démographique pour alimenter la croissance économique.

- Développer le commerce régional pour stimuler la compétitivité, accélérer l'industrialisation et ouvrir de nouveaux marchés pour les produits sénégalais.
- Investir dans les ressources énergétiques renouvelables pour remédier aux pénuries d'énergie et contribuer à la durabilité environnementale.
- Mettre en œuvre des solutions numériques pour améliorer la prestation de services, améliorer l'efficacité du gouvernement et favoriser l'innovation.
- Moderniser l'agriculture grâce à la technologie et à des pratiques agricoles améliorées pour accroître la productivité, garantir la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté rurale.

Chart 38: Recommandations

Recommandations :

- Diversifier l'économie
- Relever les défis de l'industrie du tourisme
- Réduire le taux de croissance démographique
- Gérer efficacement le secteur pétrolier et gazier émergent
- Stimuler l'emploi des jeunes et la formation professionnelle
- Formaliser rapidement le secteur informel
- Créer un environnement commercial favorable
- Appliquer des politiques pour protéger l'environnement
- Moderniser les pratiques agricoles
- Tirer parti des programmes de libéralisation des échanges
- Améliorer l'accès au financement et au crédit

Donors and sponsors



Reuse our work

- All visualizations, data, and text produced by African Futures are completely open access under the [Creative Commons BY license](#). You have the permission to use, distribute, and reproduce these in any medium, provided the source and authors are credited.
- The data produced by third parties and made available by African Futures is subject to the license terms from the original third-party authors. We will always indicate the original source of the data in our documentation, so you should always check the license of any such third-party data before use and redistribution.
- All of our charts [can be embedded](#) in any site.

Cite this research

Enoch Randy Aikins (2025) Sénégal. Published online at futures.issafrica.org. Retrieved from <https://futures.issafrica.org/special-reports/other/Senegal3/> [Online Resource] Updated 17 October 2024.



About the authors

Mr Enoch Randy Aikins joined the AFI in May 2021 as a Researcher. Before that, Enoch was a research and programmes officer at the Institute for Democratic Governance in Accra in charge of local governance reforms, poverty and inequality and public sector reforms. He also worked as a research assistant (economic division) with the Institute for Statistical Social and Economic Research at the University of Ghana. Enoch's interests include African politics and governance, economic development, public sector reform, poverty and inequality. Enoch is a Young African Fellow at the School of Transnational Governance, European University Institute in Florence and has an MPhil in economics from the University of Ghana, Legon.

About African Futures & Innovation

Scenarios and forecasting can help Africa identify and respond to opportunities and threats. The work of the African Futures & Innovation (AFI) program at the Institute for Security Studies aims to understand and address a widening gap between indices of wellbeing in Africa and elsewhere in the world. The AFI helps stakeholders understand likely future developments. Research findings and their policy implications are widely disseminated, often in collaboration with in-country partners. Forecasting tools inspire debate and provide insights into possible trajectories that inform planning, prioritisation and effective resource allocation. Africa's future depends on today's choices and actions by governments and their non-governmental and international partners. The AFI provides empirical data that informs short- and medium-term decisions with long-term implications. The AFI enhances Africa's capacity to prepare for and respond to future challenges. The program is headed by Dr Jakkie Cilliers.